



**COMMUNE DE GASSIN**

**RECALIBRAGE DU RUISSEAU LE BELIEU ET  
CONSTRUCTION D'UN OUVRAGE D'ART**

**DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**



**SIEGE**

6, Rue Grolée  
69289 LYON Cédex 02

Téléphone : 04-72-32-56-00  
Télécopie : 04-78-38-37-85

E-mail : cabinet-merlin@cabinet-merlin.fr

**IMPLANTATION REGIONALE**

Agence de Toulon  
VALPARC 2 – Avenue de Rome  
83500 LA SEYNE SUR MER

Téléphone : 04-90-10-48-90  
Télécopie : 04-90-10-48-99

E-mail : cm-toulon@cabinet-merlin.fr



**INTERVIA ETUDES**  
ZI DU SALAISON  
500, AVENUE DES BIGOS  
34740 VENDARGUES  
TEL. : 04.67.91.29.90  
FAX : 04.67.91.29.98

GRUPE MERLIN/Réf doc : 115856 - 132 - DCE - AP - 1 – 029

| Ind | Etabli par | Approuvé par | Date     | Objet de la révision |
|-----|------------|--------------|----------|----------------------|
| A   | G.RENAUX   | S.LENA       | 23/12/11 |                      |

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**N° 01 DU 23/12/2011**

**Pouvoir adjudicateur  
Commune de Gassin**

**RECALIBRAGE DU RUISSEAU LE BELIEU ET CONSTRUCTION D'UN  
OUVRAGE D'ART**

Représentant du pouvoir adjudicateur

---

**Monsieur le le Maire**

Maître d'œuvre

---

**Cabinet MERLIN - Agence de TOULON**

---

# Sommaire

|           |  |           |
|-----------|--|-----------|
| <b>1</b>  | <b>Objet du marché - Dispositions générales .....</b>                                  | <b>4</b>  |
| 1.1       | Unité monétaire .....  | 5         |
| 1.2       | Application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail .....     | 5         |
| <b>2</b>  | <b>Pièces constitutives du marché.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>3</b>  | <b>Prix - Variation dans les prix - Règlement des comptes .....</b>                    | <b>7</b>  |
| 3.1       | Paiement des cotraitants et des sous-traitants .....                                   | 9         |
| <b>4</b>  | <b>Retenue de garantie .....</b>   | <b>12</b> |
| <b>5</b>  | <b>Avance .....</b>  | <b>13</b> |
| <b>6</b>  | <b>Délais d'exécution - Pénalités et primes .....</b>                                  | <b>13</b> |
| <b>7</b>  | <b>Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....</b> | <b>14</b> |
| <b>8</b>  | <b>Propriété industrielle ou commerciale .....</b>                                     | <b>16</b> |
| <b>9</b>  | <b>Préparation, coordination et exécution des travaux .....</b>                        | <b>16</b> |
| <b>10</b> | <b>Contrôles, réception et garanties des travaux .....</b>                             | <b>20</b> |
| <b>11</b> | <b>Résiliation .....</b>   | <b>21</b> |
| <b>12</b> | <b>Dérogations aux documents généraux.....</b>   | <b>21</b> |

---

# 1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

---

## 1.1 OBJET DU MARCHE – DOMICILE DU TITULAIRE

Les prestations du présent marché ont pour objet : RECALIBRAGE DU RUISSEAU LE BELIEU ET CONSTRUCTION D'UN OUVRAGE D'ART.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Conformément à l'article 3.1 du CCAG travaux, et sauf indication contraire émanant du titulaire, ce dernier est réputé faire élection de domicile à l'adresse mentionnée dans l'article « contractant » de l'acte d'engagement où, à défaut, à son siège social.

Lieu d'exécution des prestations : commune de Gassin (chemin du Bourian).

## 1.2 MAITRISE D'ŒUVRE

Les fonctions de maître d'œuvre, externes au pouvoir adjudicateur, sont assurées par :

### **Cabinet MERLIN - Agence de TOULON**

La mission confiée au maître d'œuvre comporte les éléments normalisés suivants dont le détail figure dans le décret 93-1268 du 29/11/1993 et dans l'arrêté du 21/12/1993 :

- AVP : études d'avant-projet ;
- PRO : études de projet ;
- ACT : assistance à la passation des contrats de travaux ;
- VISA : visa des études d'exécution ;
- DET : direction de l'exécution des travaux ;
- AOR : assistance aux opérations de réception.

## 1.3 HYGIENE ET SECURITE

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'Entrepreneur en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur Sécurité

L'opération, objet du présent dossier, est soumise aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

Les prestations, objet du présent marché, relèvent de la Catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93 - 1418 du 31 Décembre 1993).

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de *conception* est confiée à :

### **Non désignée**

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de *réalisation* est confiée à :

### **Non désignée**

Cette personne est désignée dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur S.P.S.".

## 1.4 ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution sont réalisées en totalité par l'entrepreneur.

Les études de synthèse sont exécutées en totalité par les soins de l'entrepreneur titulaire.

## 1.5 UNITE MONETAIRE

La monnaie de compte du marché est l'euro. Toutes les pièces relatives à la déclaration et aux paiements des sous-traitants, transmises par le titulaire au maître d'ouvrage, doivent être établies dans cette même monnaie de compte : l'euro.

## 1.6 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

Les correspondances relatives au marché et à son exécution sont rédigées en français.

Les prestations concernant des travaux immobiliers situés en France sont soumises à la TVA française et au respect des règles de facturation définies notamment aux articles 289, 289bis et 242 nonièmes A de l'annexe II du Code Général des Impôts.

Les intervenants étrangers établis dans un Etat membre de l'Union Européenne (U.E.), ne disposant pas d'établissement en France s'engagent, à la demande du maître d'Ouvrage, à conclure une convention écrite dérogeant aux règles d'auto liquidation et précisant les modalités de déclaration et d'acquittement pour leur compte par un représentant fiscal, de la TVA grevant leurs prestations.

Les intervenants étrangers établis dans un Etat hors Union Européenne (U.E.) et ne disposant pas d'établissement en France, s'engagent à effectuer les démarches nécessaires pour désigner un représentant fiscal assurant pour leur compte, les obligations de déclarations et d'acquittement de la TVA grevant leurs prestations.

Dans tous les cas, le représentant fiscal désigné doit disposer d'un numéro d'identification à la TVA française.

Quelle que soit la nationalité des intervenants, le droit français est seul applicable pour l'exécution du présent marché.

Toutes les demandes de paiement doivent être libellées en Euro.

Le prix libellé dans le marché reste inchangé en cas de variation de change.

## 1.7 APPLICATION DES ARTICLES D.8222-5 OU D.8222-7 ET D.8222-8 DU CODE DU TRAVAIL

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le ou les titulaires du marché produisent, **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché**, les documents suivants :

- les documents et attestations sur l'honneur datant de moins de 6 mois, visés à l'article D 8222-5 du code du travail (si l'Entrepreneur est établi en France) ou à l'article D 8222-7 du code du travail (si l'Entrepreneur est établi à l'étranger).

Le détail de ces documents et attestations ainsi que les modèles correspondant figurent dans l'imprimé DC6 téléchargeable sur le site [www.colloc.minefi.gouv.fr](http://www.colloc.minefi.gouv.fr).

- la liste nominative des salariés étrangers employés sur le territoire national pour l'exécution du marché, conformément aux articles L 8254-1 et D 8254-2 du code du travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de séjour.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire, et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai de un mois.

## **1.8 PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur en fournissant une attestation sur l'honneur garantissant que le pays où la main d'œuvre est employée, a intégré les huit conventions, ou, à défaut, une attestation sur l'honneur du candidat s'engageant à respecter les huit conventions pour cette dite main d'œuvre.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

## **1.9 DOCUMENTS FOURNIS PAR LE TITULAIRE**

Conformément aux articles 29.1 et 40 du CCAG Travaux, tous les documents transmis pendant et après l'exécution du marché, s'ils sont transmis sous forme papier, doivent être fournis au maître d'œuvre en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction, sauf pour les documents photographiques.

## **1.10 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS**

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'Acte d'engagement ou, à défaut, au siège social du titulaire.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

---

## **2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

---

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

Cette disposition, consécutive à l'ordre de priorité des pièces du marché, est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression, et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît comme la plus logique sera alors d'application, même si elle figure dans une pièce de moindre priorité ;
- en cas d'accord intervenu entre le Maître d'Ouvrage et l'Entrepreneur.

En outre, les mesures arrêtées dans le PGC pour prévenir les risques en matière de sécurité des personnes liés à la co-activité prévalent sur les dispositions contraires figurant au CCTP.

## 2.1 PIECES PARTICULIERES

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,  
à l'exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Les documents en matière de sécurité et de protection de la Santé élaborés par le Coordonnateur Sécurité en application des dispositions de la loi 93-1418 du 31 Décembre 1993 modifiée.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles.
- Les éventuels mémoires explicatifs et justificatifs du projet, les descriptifs, notes de calcul, joints.
- La décomposition du prix global forfaitaire.

**NB** : Les quantités figurant éventuellement dans les pièces particulières et la DPGF n'ont qu'une valeur indicative.

## 2.2 PIECES GENERALES

- Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 modifié.
- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux.
- Les normes françaises définies par l'UTE (pour l'électricité) et par l'AFNOR (pour les autres domaines) en application de la réglementation européenne existante.

En l'absence de normes européennes existantes, les normes applicables sont les normes françaises homologuées ou toute(s) autre(s) norme(s) étrangère(s) reconnue(s) équivalente(s).

A l'exception des normes qui sont applicables dans les conditions définies à l'article 23.1 du CCAG, les autres documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tels que ce mois est défini à l'article « Mois d'établissement des prix du marché ».

NB : En cas de modification de l'une de ces pièces de référence générale, entre le mois d'établissement des prix et le mois d'exécution des prestations, l'Entrepreneur en informe, par écrit, et dans les plus courts délais, le Maître d'Ouvrage en lui précisant, le cas échéant, les incidences de ces modifications sur les conditions d'exécution du marché.

Au vu des informations fournies par l'Entrepreneur, le Maître d'Ouvrage décide d'appliquer ou non les nouvelles pièces. Sa décision est alors notifiée à l'Entrepreneur.

## 3 PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

### 3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement et ses annexes indiquent ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur et aux sous-traitants.

### 3.2 MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Ils sont par ailleurs établis :

- En tenant compte des dépenses liées aux piquetages nécessaires à la réalisation des ouvrages
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (S.P.S.), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :
  - Nombre de jours de gel à  $-10^{\circ}$  entre 7 heures et 20 heures constaté pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteint au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
  - La hauteur cumulée des précipitations mesurée pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
  - La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique le plus proche et qui a été atteinte au moins deux fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la consultation.
  - Poste météorologique de référence : Cogolin

Les stipulations types sont complétées par les spécificités suivantes :

- Lorsque le débit du Béliu est important et ne peut être dévié les jours sont considérés comme jour d'intempérie.
- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché : Le devoiement des réseaux effectué par les concessionnaires

En cas de groupement d'entrepreneurs, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire.

### **3.3 FORME DES PRIX DES PRESTATIONS DU MARCHE**

Les travaux faisant l'objet du marché sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire.

### **3.4 DECOMPOSITION OU SOUS DETAIL SUPPLEMENTAIRE**

Une décomposition du prix global et forfaitaire pourra être demandée en cours d'exécution du marché dans les conditions prévues par l'article 10.3 du CCAG Travaux.

### **3.5 MODALITES DU REGLEMENT DES COMPTES DU MARCHE**

Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

- Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions de l'article 13.1 et 13.2 du CCAG Travaux.
- La demande de paiement finale, l'établissement du décompte général et le paiement du solde sont réalisés suivant les dispositions des articles 13.3 et 13.4 du CCAG Travaux.

### **3.6 VARIATION DE PRIX**



Les prix du marché sont **fermes actualisables** selon les modalités définies ci-après :

### 3.6.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **Septembre 2013**.

Ce mois est appelé "mois zéro".

### 3.6.2 Modalités d'actualisation des prix

Le coefficient d'actualisation C est donné par la formule suivante :

$$\text{Formule 1, } C_n = 0,200 + 0,800 * (I_n / I_0)$$

- Où  $I_0$  et  $I_n$  sont les valeurs de l'index I respectivement au mois zéro et au mois (d-3), sous réserve que le mois "d" du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.
- Et où  $I = 1,00 * TP02$ .

chaque valeur d'index au mois n étant rapportée à la valeur de ce même index au mois zéro.

Le coefficient  $C_n$  est appliqué au prix global forfaitaire.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants :

Le moniteur.

Conformément à l'article 11.4 du CCAG – Travaux, le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur de la manière suivante :

- si la 4<sup>ème</sup> décimale est égale à 0, le millième est inchangé,
- si la 4<sup>ème</sup> décimale est supérieure à 0, le millième est augmenté d'une unité.

### 3.6.3 Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Le calcul de l'actualisation provisoire est effectué en prenant en compte la valeur définitive publiée des index à la date à laquelle le maître d'oeuvre procède à la vérification de la demande de paiement, pour établir le décompte mensuel.

### 3.6.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

### 3.6.5 Modalités de variation des primes, pénalités et retenues

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux, la variation n'est pas appliquée aux primes, pénalités et retenues.

## 3.7 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

### 3.7.1 Cotraitants

En cas de groupement d'entreprises, la signature de la situation de travaux par le mandataire vaut acceptation du montant d'acompte ou de solde à payer par le pouvoir adjudicateur au groupement ou, le cas échéant, à chacun des membres du groupement si le contrat définit des modalités de répartition des paiements entre eux.

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués sur le(s) compte(s) désigné(s) et à concurrence des montants précisés dans l'acte d'engagement, les entrepreneurs faisant leur affaire de toute contestation sur les modalités de répartition entre eux des sommes perçues au titre du contrat.

### 3.7.2 Sous-traitants

#### *Sous-traitants directs de l'Entrepreneur*

Après acceptation et agrément de leurs conditions de paiement et sous réserve que le montant des prestations dues à chacun des sous-traitants soit supérieur au seuil défini à l'Article 6 du titre II de la loi n° 75-1334 du 31 Décembre 1975, la procédure de paiement direct devra être mise en œuvre.

A cet effet l'Entrepreneur veille à ce que chaque sous-traitant adresse simultanément sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article 116 du Code des marchés publics.

Dans les 15 jours de la signature de l'accusé de réception de chaque demande de paiement de sous traitant, l'Entrepreneur doit notifier son accord ou son refus de paiement au sous traitant et au pouvoir adjudicateur.

L'Entrepreneur établit une attestation pour chaque sous-traitant dont le paiement est accepté. Cette attestation jointe en double exemplaire à la situation de travaux est signée par l'Entrepreneur et indique la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné.

Cette attestation fait apparaître distinctement les sommes à payer au titre d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance ainsi que, le cas échéant, les sommes à payer au titre de chacune des tranches de travaux.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Ces attestations valent, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie de décompte qui lui est assignée.

Le pouvoir adjudicateur se trouve libéré de toute obligation du fait des paiements effectués dans les conditions précitées, l'Entrepreneur et ses sous-traitants faisant leur affaire de toutes contestations éventuelles sur les modalités définitives de répartition entre eux des sommes perçues au titre du contrat.

#### *Sous-traitants de sous-traitants*

Ne pouvant bénéficier de la procédure de paiement direct précitée, ils bénéficient des garanties de paiement définies par la loi du 31/12/1975 modifiée (article 6).

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour obtenir auprès de ses propres sous-traitants les justificatifs de délivrance de ces garanties de paiement (copie du contrat de caution ou de délégation de paiement).

Ces justificatifs devront être produits au pouvoir adjudicateur à sa demande.

### 3.7.3 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant désigné, à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement par le Maître d'Ouvrage.

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4).

L'entrepreneur désirant recourir à la sous-traitance doit produire à l'appui de chaque demande d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement les pièces suivantes :

- déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exclusion visés par l'article 38 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 et de l'article 29 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées
- attestations d'assurances

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cet acte spécial devra être accompagné des pièces suivantes :

.

Pour les sous-traitants à paiement direct dont la désignation intervient en cours d'exécution du marché et pour ceux déjà désignés dont le montant des prestations sous-traitées augmente en cours d'exécution du marché, l'entrepreneur devra en outre :

- préciser, le cas échéant, la fraction du marché (tranche, lot, ...), sur laquelle le sous traitant est appelé à intervenir et le montant correspondant ;
- renseigner la rubrique G (exemplaire unique du titulaire) du modèle d'acte spécial mentionné ci-dessus ;

L'accord du Maître d'ouvrage sur la sous-traitance sera accordé sur la base :

- des références présentées par le sous-traitant pour des prestations de nature et d'importance similaires à celles pour lesquelles il est pressenti,
- de la qualité des matériels et équipements dont la mise en œuvre est prévue et de leur comptabilité avec les équipements et matériels existants, le cas échéant,
- de sa capacité à communiquer en langue française.

L'Entrepreneur s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 sur la sous-traitance, y compris pour les sous-traitants étrangers.

Il s'assure également que ses sous-traitants satisfont aux obligations définies aux articles L 5212-1 à L 5212-4 ; L 5212-9 à L 5212-11 ; L 5214-1 et R 5213-39 du code du travail concernant l'emploi de travailleurs handicapés.

## **3.8 DELAI DE PAIEMENT**

### **3.8.1 Modalités générales**

Les sommes dues à l'Entrepreneur titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours.

Conformément aux dispositions des décrets 2002-232 du 21 février 2002 :

- Le mandatement par le pouvoir adjudicateur des sommes dues est effectué dans le délai arrêté d'un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le comptable public ou, à défaut, dans un délai qui tient compte du temps imparti au Maître d'œuvre et au comptable public pour assurer leurs missions respectives, afin de garantir des paiements dans le délai global précité.
- La suspension du délai de paiement avant mandatement n'appartient qu'au pouvoir adjudicateur.

### **3.8.2 Point de départ du délai de paiement**

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de réception de la garantie à première demande ;
- Pour les acomptes dus à l'Entrepreneur titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le Maître d'œuvre des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressés par tous moyens permettant d'attester une

date certaine de leur réception.

Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis au pouvoir adjudicateur.

Au cas particulier visé à l'article 116 du Code des Marchés Publics, le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande par le Maître d'œuvre.

- Pour le solde, la date de réception du décompte général définitif par le pouvoir adjudicateur.

A défaut de toute transmission, dans un délai de 45 jours, du Décompte Général et Définitif revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature, l'Entrepreneur est réputé avoir accepté le Décompte Général et Définitif, sa date d'acceptation correspondant alors au 1<sup>er</sup> jour suivant le terme de ce délai.

### **3.8.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies dans le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié.

Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

### **3.8.4 Adresse où les demandes de paiement doivent s'effectuer**

Les demandes de paiement devront s'effectuer à l'adresse suivante :

Cabinet MERLIN - Agence de TOULON

avenue de Rome - VALPARC II

83500 LA SEYNE SUR MER

Téléphone : 04 94 10 48 90

Télécopie : 04 94 10 48 99

---

## **4 RETENUE DE GARANTIE**

---

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Elle est calculée sur le montant T.T.C., hors variations, des travaux ou prestations réglés par l'acompte.

La retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande ou avec l'accord de la personne responsable du marché, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues à l'article 102 du Code des Marchés Publics. La garantie à première demande ou, le cas échéant, la caution personnelle et solidaire, est constituée pour un montant équivalent à celui de la retenue de garantie.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle l'Entrepreneur remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, faute de quoi la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

L'Entrepreneur conserve toutefois la possibilité en cours d'exécution du marché de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si le Maître d'ouvrage y consent, une caution personnelle et solidaire.

La garantie de substitution doit être constituée pour le montant total du marché, les montants déjà

prélevés au titre de la retenue de garantie étant reversés à l'Entrepreneur après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit l'expiration du délai de garantie si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration de ce délai, notifié, par lettre recommandée à l'Entrepreneur ou à l'établissement ayant accordé sa caution ou sa garantie à première demeure, des réserves concernant les ouvrages à exécuter ou si des réserves ont été émises et levées en totalité avant l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas contraire, la retenue de garantie est remboursée, ou la garantie à première demande ou la caution est libérée dans le délai de 1 mois qui suit la date de levée de ces réserves.

Les frais d'établissement de la garantie à première demande ou, le cas échéant, la caution sont à la charge de l'Entrepreneur.

---

## 5 AVANCE

---

Sous réserve des conditions prévues à l'article 87.I du code des marchés publics, une avance est versée au titulaire sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions de l'article 115.2 du Code des Marchés Publics, à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le versement de cette avance est toutefois conditionné à la constitution préalable d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance conformément aux dispositions de l'article 89 du code des marchés publics.

Une avance peut être également versée sur leur demande à chacun des sous-traitants dont la part de prestations à exécuter dépasse le seuil de 50.000 Euros HT et le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de cette avance, ses modalités de versement et de remboursement sont identiques à ceux énoncés ci-avant pour le titulaire du marché. Ce montant ne peut pas être modifié par avenant.

Ce montant n'est pas soumis à variation des prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure dans un décompte mensuel, atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde.

---

## 6 DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

---

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont définies à l'acte d'engagement.

### 6.1 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Lorsqu'un changement de la masse de travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages, une substitution à des ouvrages initialement prévus d'ouvrages différents, une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier, un ajournement de travaux décidé par le représentant du pouvoir adjudicateur ou encore un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires qui sont à la charge du maître de l'ouvrage ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché, les dispositions de l'article 19.2 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Conformément au premier alinéa de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, dans le cas d'intempéries au

sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée à l'entrepreneur par un ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément aux dites dispositions en défalquant le nombre de journées d'intempéries prévisibles fixé à 5 jour(s).

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 3 du CCAG Travaux et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le ou les délais d'exécution seront prolongés d'un nombre de jour égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites suivantes :

| Nature du phénomène      | Intensité et unité | Durée |
|--------------------------|--------------------|-------|
| débit important du Béliu | debit > 200m3/h    | 1h    |

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Pont du Bourrian.

## 6.2 PENALITES ET PRIMES

Conformément à l'article 20.4 du CCAG Travaux, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

### 6.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution

Par dérogation aux dispositions de l'article 20.1 du CCAG Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 500 €.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

## 7 PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

### 7.1 EQUIVALENCE DES NORMES ET MARQUES DE CERTIFICATION

Les normes applicables pour l'exécution du présent marché sont précisées en annexe du CCTG et le cas échéant dans le CCTP.

Pour apprécier l'équivalence à une norme ou à une marque de qualité, l'Entrepreneur devra apporter tous les éléments de preuve de la conformité des matériaux et des fournitures proposés, aux exigences définies par les normes et marques de qualité référencées dans le marché.

L'équivalence sera appréciée alors dans les conditions fixées par la recommandation n° T1-99 « Recommandation relative à l'utilisation des normes et des certifications dans les spécifications et à l'appréciation des équivalences » publiée sous l'égide du Ministère de l'économie et des finances.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

En particulier, tout produit livré sur le chantier et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai précité est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais direct ou indirect de retard ou d'arrêt de chantier.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour accepter ou refuser le produit proposé.

## **7.2 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le choix des matériels, matériaux et produits de base à installer est laissé à l'initiative de l'Entrepreneur dans le strict respect des directives du C.C.T.P. du marché, des dispositions de la directive 89/106/CE et des textes réglementaires pris pour son application.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières fixe la provenance de ceux des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans tous les cas où un marquage CE est requis, l'Entrepreneur doit s'assurer que ses fournisseurs et sous-traitants respectent les procédures d'attestation de conformité nécessaires à la délivrance du marquage CE.

Le pouvoir adjudicateur ne mettra pas à disposition de l'entrepreneur de carrières ou de lieux d'emprunt.

## **7.3 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **7.3.1 Généralités**

Le pouvoir adjudicateur et le Maître d'Oeuvre se réservent le droit de surveiller en usine et sur le chantier ou de faire surveiller par tout mandataire accrédité la bonne exécution des fournitures et leur conformité aux spécifications du présent marché.

A ce titre l'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions permettant au(x) représentant(s) du pouvoir adjudicateur et du Maître d'Oeuvre d'accéder à tout moment à ses installations ou à celles de ses fournisseurs et sous traitants.

L'intervention du pouvoir adjudicateur, du Maître d'Oeuvre ou de l'un de leurs représentants ne réduit pas les obligations et responsabilités de l'Entrepreneur.

### **7.3.2 Essais et contrôles en cours de travaux**

Les vérifications, essais et épreuves tant qualitatifs que quantitatifs réalisés en usine ou sur chantier, prévus conformément aux normes en vigueur ou définis dans les CCTP, sont assurés par l'Entrepreneur, assisté autant que de besoin de laboratoires ou d'organismes agréés.

Dans tous les cas, le Maître d'œuvre sera averti de ces contrôles au minimum 15 jours calendaires avant la réalisation et jugera si sa présence est nécessaire ou pas.

Un procès verbal d'essai sera établi et adressé au Maître d'œuvre.

Tous les appareils devant faire l'objet d'un contrôle par un organisme agréé au sens de la réglementation en vigueur ne pourront être mis en service avant l'obtention de l'accord de l'organisme agréé.

### **7.3.3 Essais et vérifications complémentaires**

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le pouvoir adjudicateur.

### **7.3.4 Essais et vérifications complémentaires en cas de contestation**

Par dérogation aux dispositions de l'article 24-7 du CCAG, les essais et contrôles supplémentaires à ceux définis dans le marché qui sont demandés par le pouvoir adjudicateur ou par le Maître d'œuvre

avec accord du pouvoir adjudicateur contestant les résultats des essais et contrôles définis au marché sont rémunérés :

- au frais de l'Entrepreneur et déductibles des sommes lui étant dues, si les résultats sont inférieurs aux garanties souscrites ou mettent en évidence une non-conformité des prestations de l'Entrepreneur. Dans le cas où l'Entrepreneur est un groupement d'entrepreneurs, le Mandataire précise la clef de répartition, entre les entrepreneurs, des frais occasionnés par ces essais. A défaut de précision, ces sommes sont prélevées sur les sommes dues au Mandataire,
- réglés par le pouvoir adjudicateur, dans le cas contraire.

---

## **8 PROPRIETE INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE**

---

Le pouvoir adjudicateur garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce dont l'emploi lui est imposé par le marché.

Il appartient au pouvoir adjudicateur d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires.

En dehors du cas prévu au paragraphe précédent, l'entrepreneur garantit le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir dans ce cas, à ses frais, les cessions, licences ou autorisations nécessaires, le pouvoir adjudicateur ayant le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder par qui bon lui semble à toutes les réparations nécessaires.

---

## **9 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **9.1 IMPLANTATION DES OUVRAGES : PIQUETAGE SPECIAL**

Les informations, renseignements, plans ou tout autre document concernant la localisation des ouvrages enterrés dans l'emprise des travaux doivent être demandés et obtenus auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvre.

Toute information, plan ou document qui seraient donnés à l'Entrepreneur par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvre n'ont qu'une valeur indicative et ne sauraient engager leur responsabilité vis-à-vis de l'Entrepreneur.

Pour ce faire, il doit obligatoirement, dans un délai suffisant (10 jours au moins) avant le début des travaux, prévenir l'exploitant et/ou les concessionnaires des installations et respecter les prescriptions et réglementations qui lui seraient imposées par celui-ci.

### **9.2 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Il est fixé une période de préparation. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, sa durée est de 1 mois à compter du début de ce délai d'exécution.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par le titulaire, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 20 jours à compter du début de cette période.



- Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre.
- Par le titulaire, établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article *Documents nécessaires à l'exécution des ouvrages*, des plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier nécessaires pour le début des travaux.
- Par le titulaire, établissement d'un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et remise au maître d'œuvre, qui le vise. Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.
- Par le titulaire, établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n° 2003-68 du 24 janvier 2003 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants).

Les P.P.S.P.S. sont fournis au coordonnateur S.P.S. 20 jours à compter du début de la période de préparation.

- Par le titulaire, établissement des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elles se traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

## 9.3 DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES OUVRAGES

### *Solution de base*

Les documents ci-après, nécessaires à l'exécution des ouvrages établis par le maître d'œuvre, sont remis gratuitement au titulaire :

plans dwg

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages, établis par le titulaire, sont soumis au visa du maître d'œuvre.

En cours d'exécution des travaux, les documents complémentaires établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

### *Variantes*

Les documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les dépenses d'organisation Hygiène et Sécurité du chantier liées aux aménagements et aux utilités de chantier pour les besoins du personnel de l'Entrepreneur, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité sont à la charge de l'Entrepreneur.

## 9.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER ( SPS )

### 9.4.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

### 9.4.2 Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants de l'Entrepreneur, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le registre-journal de chantier.

Il arrête en concertation avec le Maître d'Oeuvre les mesures nécessaires pour supprimer tout danger.

Ces mesures sont alors notifiées à l'Entrepreneur par le Maître d'Oeuvre et portées à la connaissance du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité.

Toutefois, en cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le Coordonnateur Sécurité peut arrêter seul les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie de chantier.

Les arrêts éventuels ne peuvent justifier une demande de prolongation de délai.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées ainsi que l'identité des intervenants justifiant ces arrêts sont consignés dans le registre journal et copie en est adressée sans délai par le Coordonnateur Sécurité au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

Les décisions prises par le Maître d'Ouvrage après avis du Coordonnateur Sécurité sont également consignées au registre journal.

### **9.4.3 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.**

- Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

### **9.4.4 Obligations du titulaire**

- L'entrepreneur doit mettre à disposition du coordonnateur S.P.S. les locaux et les équipements établis au titre des installations de chantier.
- Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :
  - Le Plan particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ( P.P.S.P.S. ).
  - Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S.
  - La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
  - Les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation.
  - Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, dont il tient à disposition leurs contrats.
  - La copie des déclarations d'accidents de travail.
- Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article « *Pièces constitutives du marché – Pièces particulières* » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.
- Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :
  - de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet;
  - de son (ou ses) intervention(s) dans le cadre du délai de garantie visé à l'article 44.1 du CCAG.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au pouvoir adjudicateur.

### **9.4.5 Plan Général de Coordination**

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ( P.G.C.S.P.S.) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

### **9.4.6 Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

## **9.5 MISE A DISPOSITION D'UN BUREAU DE CHANTIER**

L'entrepreneur a la charge d'installer un bureau avec téléphone pour le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé le cas échéant, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d'un fax, d'une ligne téléphonique ainsi que d'une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

## **9.6 RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE BON ASPECT ET LA PROPRETE DES TRAVAUX EN SITE URBAIN**

Outre les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'article 31 du CCAG Travaux, l'entrepreneur est soumis au respect des prescriptions suivantes :

Par complément à l'article 31.1.4 du CCAG Travaux son entreprise doit pouvoir être identifiée facilement et à tout moment par le public grâce à l'inscription sur des panneaux d'information agréés par le maître d'œuvre, de ses raison sociale, adresse et numéro de téléphone;

Par complément à l'article 31.4.1 CCAG Travaux l'entrepreneur est tenu de clore les installations de chantiers par des dispositifs d'un modèle agréé par le maître d'œuvre et adapté à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée;

Par complément à l'article 31.4.2 CCAG Travaux les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantiers doivent être maintenus par l'entrepreneur en parfait état de propreté y compris leur aspect extérieur : retrait de l'affichage et remise en peinture éventuellement;

Par complément à l'article 31.8 CCAG Travaux les véhicules et engins de chantier doivent être facilement identifiables, présenter constamment un bon aspect et être entretenus régulièrement y compris les travaux de peinture. Leur propreté à la sortie des chantiers doit faire l'objet d'une vérification et d'un dispositif appropriés;

Par complément à l'article 37 CCAG Travaux l'entrepreneur prend également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur le chantier.

Ces mesures sont prises spontanément par l'entrepreneur. A défaut, le maître d'œuvre prescrit, par ordre de service, l'exécution des travaux de propreté manquants et le délai dans lequel ils sont exécutés.

## **9.7 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER**

### **9.7.1 Principes généraux :**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

### 9.7.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

---

## 10 CONTROLES, RECEPTION ET GARANTIES DES TRAVAUX

---

### 10.1 ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX

Les essais, contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrage prévus par les fascicules intéressés du Cahier des Clauses Techniques Générales ou par le Cahier des Clauses Techniques Particulières sont exécutés :

- Sur le chantier, par exploitant pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ci-après :
- Canalisation eau potable

Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG Travaux relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le pouvoir adjudicateur.

### 10.2 RECEPTION

Le titulaire avise le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés au moins 15 jours (quinze) avant la date pressentie.

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux sont seules applicables.

Dans le cas où certaines épreuves, mentionnées dans les pièces particulières du marché, ne peuvent être exécutées qu'après une durée déterminée de fonctionnement de l'ouvrage ou des périodes de l'année définies, la réception est toujours prononcée sous réserve de résultats satisfaisants des épreuves mentionnées.

### 10.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGES

Le pouvoir adjudicateur se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages suivants :

Canalisation et fourreaux de devoiement.

## 10.4 DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé conformément aux dispositions de l'article 44 du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux.

## 10.5 ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

Le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent par ailleurs avoir justifié avant tout commencement d'exécution qu'ils ont contracté une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil.

# 11 RESILIATION

Les dispositions des articles 46 du CCAG - Travaux sont seules applicables.

Par complément à l'article 47.1.1 du CCAG Travaux, en cas de résiliation, le titulaire ou ses ayants droit, tuteur, administrateur ou liquidateur, sont dûment convoqués dans les conditions suivantes pour procéder aux constatations relatives aux ouvrages et parties d'ouvrages exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier :

## 11.1 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable, les tribunaux français sont seuls compétents.

Le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

# 12 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du Cahier des Clauses Administratives Particulières (et du Cahier des Clauses Techniques Particulières) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### *Dérogations au Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux*

Le présent document déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux :

Articles du présent document

Articles du Cahier  
des Clauses  
Administratives  
Générales Travaux

L'article « Pièces particulières » déroge à l'article .....4.1

L'article « Paiement des cotraitants et des sous-traitants » déroge à l'article.....13.5

L'article « Modalités d'actualisation des primes, pénalités et retenues » déroge à l'article.....20

L'article « Pénalités pour retard dans l'exécution » déroge à l'article .....20.1

L'article « Période de préparation - Programme d'exécution des travaux » déroge à l'article.....28.1

Cahier des clauses administratives particulières

Dressé par

Le